Chine/États-Unis, ou l'obsolescence programmée de Thucydide

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

Président de l'Asia Centre; enseignant à la Paris School of International Affairs de Sciences po Paris et à Dauphine PSL
Co-directeur de *China and the global financial crisis: a comparison with Europe*, Routledge, 2012 ; *China's Energy Security: a multidmentional approach*, Routledge, 2019

« Le piège de Thucydide : les États-Unis et la Chine sont-ils prêts pour la guerre ? » : tel est le titre d'un célèbre article de Graham Allison[1]. Le politiste américain se réfère à un passage de *La Guerre du Péloponnèse*, dans lequel l'historien grec Thucydide considère que celle-ci résulta de la peur de Sparte devant la montée en puissance d'Athènes. Selon lui, l'histoire de l'humanité comporte de nombreuses situations où la paranoïa d'un État face à un rival provoqua des explosions majeures : ainsi Washington et Pékin seraient-ils, *volens nolens*, condamnés à s'affronter. Mais cette thèse tient-elle ?

L'allusion à ce « piège » est en tout cas devenue quasi-obsessionnelle dans l'évocation des conflits potentiellement

1. *The Atlantic*, 24 septembre 2015.

suscités par l'ascension récente de la Chine. C'est cependant un raccourci facile, qu'il faut qualifier dans un environnement où les questions géopolitiques, assurément cruciales pour préparer le futur des nations et des individus, deviennent de plus en plus familières. La multiplication de publications et la généralisation de l'accès à des textes encore récemment réservés à des spécialistes ont facilité cette acculturation.

Appliqué à notre siècle, il s'agit évidemment de transposer l'étude que Graham Allison a consacrée aux cas historiques de « transitions hégémoniques [1] ». L'auteur lui-même l'a suggéré : le duumvirat apparemment constitué par les deux rivaux évidents que sont devenus les États-Unis et la Chine pourrait préfigurer une nouvelle transition, et rien n'indique qu'elle puisse être pacifique.

Assurément, l'héritage démocratique américain et la réémergence d'un pouvoir chinois aux allures martiales rendent très tentante l'idée d'assimiler chacun des rivaux à l'une des deux cités antiques. Sans même s'affirmer comme puissance belliqueuse, l'oligarchie chinoise est au moins aussi désireuse d'emprise sur ses propres citoyens que les archontes spartiates de l'Antiquité.

Le « trumpisme » et l'expression sonore de sa volonté de faire respecter l'Amérique, la prise de conscience de la plus grande visibilité des fragilités américaines avec l'émergence de la Chine ont pu justifier un diagnostic qui tend à assimiler les États-Unis du début du XXIe siècle à une nouvelle Athènes. Ainsi Washington serait, comme la cité grecque à la fin de son siècle d'or, en rupture avec sa tradition de

1. Graham Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?*, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

régime supposé ouvert et bienveillant. L'Amérique se soucierait de plus en plus de contrer les menaces multiformes représentées par Pékin au mépris de tout autre préoccupation ou obligation. Dans cette lecture, le régime autoritaire chinois incarnerait assez bien une nouvelle Sparte, en butte à une paranoïa injustifiée de la part de son adversaire stratégique, alors même que l'intention de « déclarer la guerre » n'est pas là.

De lourds soupçons pèseraient ainsi sur différents acteurs américains représentant l'exécutif ou de « faucons » siégeant dans différentes instances de décision militaire ou du corps législatif : si une étincelle devait mettre le feu aux poudres, accélérant ainsi l'inéluctable transition hégémonique globale, c'est de là qu'elle partirait.

Le postulat allisonien est-il pour autant transposable à la reconfiguration d'un monde dont les vrais pôles magnétiques ne sont plus toujours faciles à identifier ? La Chine n'est certainement ni une nouvelle Athènes ni même une nouvelle Sparte. Quant à trouver « Athènes » outre-Atlantique, il ne s'agit là que d'un jeu de mots, sinon d'écriture : Athens se trouve dans l'État américain de Géorgie...

Les situations décrites par le politiste étaient relativement simples, à moins qu'il ne les ait simplifiées pour renforcer son raisonnement. Le monde allisonien n'admettrait à la fin qu'un seul leader, devenu aussi pôle magnétique structurant les antagonismes dans un monde dualiste où « le » puissant fait face à ceux qui souhaitent l'être. La capacité à faire valoir ses intérêts découle de cette polarité. Le détail des intérêts en jeu, systématiquement organisés, suit dans la description d'Allison : il s'agit de façon quasi automatique, de la maîtrise des mers, des sources de richesse, l'influence et le seigneuriage, entre autres « signes extérieurs ».

Pour autant, la théorie d'un nouveau « piège de Thucydide » pour les prochaines décennies est-elle si valide qu'elle le semble au premier abord ? Pour répondre, il faut essentiellement s'intéresser à la position de la Chine et à la réinvention des relations internationales, des systèmes de connivence, sinon d'alliances vers laquelle les dirigeants chinois nous conduisent de façon plus ou moins explicite. Ils sont en effet nourris non seulement d'histoire nationale, mais aussi d'une structure de raisonnement politique elle-même « duale », à la fois conforme à des traditions non chinoises et ancrée dans la pensée chinoise la plus ancienne, mais imprégnée aussi des modes marxistes de réflexion sur l'histoire. Les comportements officiels chinois dans la réécriture contemporaine de la gouvernance mondiale sont à ce sujet éclairants.

LA CHINE, HÉGÉMON [1] AMBITIEUX, N'EST NI SPARTE NI ATHÈNES

Assurément, parmi les différentes formes d'affirmation déployées par la Chine contemporaine de façon visible, pour ne pas dire ostentatoire, se trouvent incontestablement la montée en puissance de sa flotte et de façon plus générale, la modernisation affichée de son dispositif militaire – voir

1. Dans l'histoire ancienne de la Chine, et après la succession des dynasties fondatrices dont la première est sans doute mythique, le pays désuni est en proie à la lutte entre « hégémons » se combattant pour le pouvoir sur toute la Chine. Ils prennent successivement l'« hégémonie » à la façon des « hégémonies » successives des cités grecques, sans contrôler encore tout le territoire, qui ne sera réunifié qu'au troisième siècle avant notre ère (221 avant J.C.) sous les Qin (et le premier empereur, le fameux Qin Shihuangdi, dont le tombeau tumulaire, près de Xi'an, recelait les fameux guerriers de terre cuite).

le discours remarqué de Xi Jinping aux armées en janvier 2016 [1].

Quantitativement, la Chine est désormais à la tête du deuxième budget militaire mondial, juste derrière les États-Unis, même si, en proportion, le Pentagone dispose de moyens beaucoup plus importants – pour autant que les chiffres annoncés par la République populaire ou reconstruits par le SIPRI soient corrects.

Qualitativement, il suffit de s'en tenir aux avancées en matière de balistique et aux prouesses des forces chinoises, les mettant à égalité avec les américaines et les russes. Elles forces armées s'avèrent capables d'intercepter et « tuer » des satellites ennemis, de poser une sonde sur la face cachée de la lune, ou d'opérer des missiles hypersoniques ou enfin de mener efficacement une guerre offensive de l'information cybernétique, à en juger par les attaques probablement chinoises sur des réseaux pris en défaut. Un rapport de la Rand Corporation de 2017 qualifie la marine chinoise comme étant à 70 % « moderne », c'est-à-dire dotée d'équipements et d'armements la mettant à parité avec celle de ses rivaux potentiels, américains en particulier, surtout depuis l'adaptation d'un premier porte-avions acheté à l'Ukraine l'ex-Varyag, le lancement d'un deuxième et la mise en chantier d'un troisième, lui-même doté d'une capacité de catapultage partagée seulement avec les navires américains et français.

Cette montée en puissance multidimensionnelle de Pékin réoriente de façon de moins en moins ambiguë la stratégie américaine. Elle peut effectivement susciter la comparaison

1. Assorti de la dénomination de « préceptes », ce discours est le premier qu'un dirigeant chinois ait adressé aux armées depuis Mao Zedong.

avec les situations antérieures de transfert d'hégémonie à l'issue d'un affrontement. Avant l'invasion de l'Ukraine en effet, le discours américain et le redéploiement maintes fois annoncé vers le Pacifique – depuis l'élaboration en 2011 du terme de « siècle du Pacifique » et le fameux discours prononcé à l'université de Georgetown par Hillary Clinton, alors secrétaire d'État de Barack Obama – vont dans ce sens.

Il en va de même de la relance, juste avant ou juste après le 24 février 2022, de cette dynamique, juste avant ou juste après le 24 février 2022, avec les nouveaux dispositifs mis en place par l'administration Biden. Ainsi, l'Aukus (acronyme de Australia, United Kingdom et United States), alliance militaire annoncée le 15 septembre 2021, a poussé Canberra à substituer une commande de matériel américain doté de propulsion nucléaire (dont la livraison est lointaine) à l'achat de sous-marins français conventionnels. De même, la réactivation de la Quad, alliance entre les États-Unis, le Japon, l'"Inde et l'"Australie, voire son élargissement, comme celui d'autres partenariats, laissent envisager la création d'un frère jumeau de l'Organisation du traité de l'Atlantique Traité de l'Atlantique nord (OTAN) dans la région « indo-pacifique ». Il faut aussi citer les échanges traditionnels, repris de nouveau en « présentiel » après deux ans d'interruption à Singapour durant le « dialogue Shangri-La » après deux ans d'interruption : ils rassemblent Américains, Chinois et Européens, mais aussi des pays d'Asie du Sud-est tentés par le rapprochement avec les États-Unis, comme le Vietnam, bien représenté. Cela n'a pas réellement contribué à faire retomber la tension.

Cet affrontement possible, défini par un inventaire des arsenaux et un « catalogue des vaisseaux » comparable à celui qui préfigurait la guerre de Troie dans l'Iliade, a même

trouvé son théâtre : la mer de Chine du Sud. Les « détroits » ont dérobé à d'autres terrains d'engagements frontaux du passé le rôle de point chaud, centre focal de tous les dangers. Le « grignotage » de ce lieu stratégique par la Chine, face à des alliés potentiels des États-Unis, remonte à plus loin qu'on ne le croit : dès 1974, Pékin a affiché ses ambitions sur certains des îlots des Paracels, aux dépens du Vietnam, non encore réunifié à l'époque. En 2008, des mouvements ont eu lieu en direction des Spratleys. À l'occasion de la contestation de l'appartenance de l'îlot (ou du récif) de Scarborough aux Philippines, la cour d'arbitrage de La Haye a mis en évidence, le 12 juillet 2016, les infractions de la Chine au droit international de la mer – ou du moins ses interprétations contestables. Elle préfère en effet se référer à une occupation et à des droits historiques plutôt qu'au consensus légaliste et à la définition de juridictions inspirée par l'Occident sur la base de critères géographiques, topographiques et océanographiques clairs. Au dialogue Shangri-La de juin 2022, le Premier ministre japonais Fumio Kishida a appelé avec force au nécessaire respect des règles internationales par tous les acteurs de la gouvernance mondiale. Et ce n'était pas un « Occidental » qui le disait.

Pour continuer à filer la comparaison avec la Grèce antique, on pourrait présenter les routes de la soie (ou « Belt and Road initiative ») comme une incarnation contemporaine de la Ligue de Délos organisée par Athènes pour s'assurer des ressources et de la « profondeur de champ » face à l'ennemi perse héréditaire entre 470 et 404 avant notre ère.

La littérature non académique prédit depuis plus de vingt ans l'affrontement entre Chine et États-Unis comme une fatalité, avant même le changement de ton des équipes dirigeantes chinoises arrivées au pouvoir avec Xi Jinping

en 2012[1]. Toutefois des experts universitaires avancent des arguments qui nuancent à juste titre cette obsession d'un bégaiement de l'histoire. Ainsi, un ouvrage de Jean-Pierre Cabestan[2], écrit certes avant le conflit ukrainien, désamorce partiellement ce scénario, malgré la présence de «poudre et de passion» dans la relation sino-américaine du XXIe siècle. Sa principale objection réside dans la nature potentiellement nucléaire d'un conflit entre les deux puissances modernes, cas de figure qu'aucune transition de pouvoir n'a pu connaître auparavant et qui réduit la portée de toute comparaison historique trop simpliste. Si l'on poussait le parallèle, il faudrait conclure qu'une transition violente ne pourrait – en raison de la capacité de destruction mutuelle en cas d'utilisation d'une «seconde frappe» – déboucher que sur l'anéantissement des deux prétendants à l'hégémonie rendant absurde l'application systématique du théorème d'Allison.

De plus, malgré la dynamique chinoise mentionnée plus haut, la disproportion durable entre les arsenaux, repousse à plus tard l'échéance d'un éventuel conflit. L'incapacité mainte fois prouvée dans l'histoire contemporaine de l'armée populaire de libération à remporter une victoire décisive contre un ennemi désigné, a déjà été démontrée par l'échec de la «leçon» prétendument infligée au Vietnam en

1. Par exemple Song Qiang, Zhang Zangzangn Qiao Bian, Tang Zhengyu et Gu Qingsheng, *La Chine peut dire non*, Fédération chinoise de l'édition des cercles littéraires et artistiques (中国可以说不), 1996, ou Jean-François Susbielle, *Chine-USA : La guerre programmée. Le XXe siècle sera-t-il le siècle de la revanche chinoise*, First, 2006 – notons que cet ouvrage fut publié avant même l'avènement de Xi Jinping.

2. Jean-Pierre Cabestan, *Demain, la Chine : guerre ou paix*, Gallimard, 2021.

1979. Elle est de nature à calmer les ardeurs belliqueuses d'éventuels faucons chinois. Pour parachever cette remise en cause de l'application des cas allisoniens à l'Asie, il faudrait enfin se demander si la représentation cyclique d'hégémonie, n'est pas même étrangère à la vision chinoise qui ne concevrait idéalement de statut international que dans une forme de pérennité, et certainement pas d'alternance de vicissitudes et de renaissances.

FIN DES ALLIANCES, ÉMERGENCE DE « MONDES PARALLÈLES »

La réapparition de la conflictualité en Europe et, le sursaut d'un hégémon américain encore marqué par le souvenir du retrait d'Afghanistan, auraient dû concourir à restaurer le «campisme»: l'idée d'un inévitable partage du monde, selon des lignes claires. Ces dernières ne laissant aucune place à l'ambiguïté et conduisant à la recomposition d'alliances comme celles qui avaient conduit aux guerres de l'époque moderne, depuis les coalitions antinapoléoniennes jusqu'aux ententes diverses nées entre la fin du XIXe siècle et la «fin de la guerre froide».

Certains théoriciens et politologues russes sont même allés jusqu'à revisiter l'histoire du XXe siècle. Pour eux, ce qui se serait achevé en 1991, ce n'est ne serait que la première partie de la guerre froide. «La Russie n'a pas perdu la guerre froide, parce que la guerre froide n'est pas terminée», a affirmé Vladimir Poutine en 2018[1]. On pourrait dès lors interpréter l'invasion de l'Ukraine et le réveil russe

1. Avant de répéter ce propos lors du sommet de Saint-Pétersbourg de 2022, sorte de «Davos» russe...

comme la nouvelle manche d'une rivalité que l'on croyait éteinte.

Là encore, la posture chinoise fournit une possible clé de lecture du nouvel ordre mondial. Celui-ci ne se réduirait pas au rapprochement des autocrates fomentant le renversement universel des démocraties, à l'issue d'un transfert d'hégémonie du camp occidental, désormais minoritaire démographiquement, au camp des ex-émergents, parvenus désormais au rang de «puissances mondialisées» au même titre que des pays moins souvent identifiés comme des acteurs majeurs.

Cette La lecture chinoise joue sur deux tableaux. Dans son ouvrage *Leadership and the rise and fall of great powers*, le professeur Yan Xuetong[1], un des grands théoriciens chinois des relations internationales qui se distingue d'ailleurs parfois de la voix officielle, s'est exprimé à la fois sur la «montée et la chute des grandes puissances» et sur la vision chinoise ancienne d'espaces concentriques où l'influence de l'hégémon ne s'exerce pas de façon égale, mais continûment déclinante selon l'éloignement du centre. Cette fluidité dans l'influence pourrait inspirer, plutôt que le terme d'hégémonisme, une vision «gravitationnelle» où les nations, comme des planètes, exerceraient des «forces d'attraction» qui parfois interfèrent entre elles avec une intensité variable selon les configurations.

Lorsque sa définition était dictée par la recherche (dans son acception occidentale) d'une rationalité et de clivages, l'ordre du monde semblait figé. Ce que propose et démontre la Chine, entraînant avec elle des disciples plus ou moins

1. Yan Xuetong, *Leadership and the rise of great powers*, Princeton University Press, 2019.

rompus à cette forme de dialectique ou faisant simplement preuve d'un opportunisme indispensable dans les temps incertains que créent les nouvelles crises, c'est un système de «circonstances». Le «*shi*[1]» est un concept de la pensée chinoise ancienne: il y exprime la cristallisation de circonstances propres à un changement ou à l'établissement de connexions susceptibles d'évoluer ou de changer au gré des modifications de paramètres. Ce concept définit sans doute mieux que des critères stricts d'adhésion à un système figé la conception chinoise des relations internationales, mais aussi la posture d'autres pays qui se situent hors de l'orbite «occidentale» ou «nordiste».

Constatons-le: l'affaire ukrainienne a fait ressurgir au sein de l'Organisation des Nations unies un clivage de l'époque des «non-alignés». La Chine n'a certes pas soutenu la Russie lors du vote de l'Assemblée générale du 2 mars qui a condamné son invasion, mais, en s'abstenant, elle a retrouvé l'Inde dans son «camp». Les deux pays s'étaient bien éloignés depuis l'époque où Zhou Enlai et Nehru participaient ensemble à la conférence de Bandoeng. Il ne s'agit pas cette fois d'indécision ou de «neutralité» au sens traditionnel du terme, mais plutôt de la manifestation d'une volonté de préserver des intérêts plus forts que la nécessité de choisir une ligne ou de respecter des alliances. Car l'Inde appartient à la Quad, avec les États-Unis, le Japon et l'Australie: ce groupe, qu'on ne saurait encore qualifier d'alliance, a pour objectif clair (et ressenti comme tel à Pékin) de tisser autour de la Chine, par la mer et par la terre, un

1. Le caractère 勢 est mis en évidence par le philosophe François Jullien (*La Propension des choses*, Seuil, 1992) comme l'expression d'un concept clé dans la pensée chinoise, décrivant la conjonction d'éléments créant les occasions de changement d'un ordre établi.

cordon de résistances. Sans doute est-ce pourquoi Delhi, après avoir participé aux négociations initiales du Regional Comprehensive Economic Partnership, entré définitivement en vigueur le premier janvier 2022, n'a finalement pas signé cet accord de libre-échange. Y participent pourtant, aux côtés de la Chine – qui n'en a pas été vraiment l'instigateur, mais en a certainement récupéré quelques bénéfices d'image et peut-être de rayonnement économique – une quinzaine d'États, dont la Corée, le Japon, la Nouvelle-Zélande et… l'Australie qui entretient maints conflits commerciaux et politiques avec Pékin.

On ne saurait bien sûr assimiler pas les accords commerciaux à la « vraie » diplomatie. L'expression « bol de nouilles » a longtemps caractérisé le schéma de ce type d'accords bilatéraux ou multilatéraux enchevêtrés entre les acteurs de l'Asie orientale depuis quelques années. Bien que caricaturale, cette formule éclaire néanmoins la capacité spécifique de nombreux pays émergents à construire des systèmes « parallèles » et des canaux de communication permettant d'opérer dans différents univers, l'« euclidien » qui nous est propre en Occident, et un autre, moins systématique.

Sans doute les situations de « paix chaudes » prévalant de chaque côté du 38e parallèle ou dans le Détroit de Taïwan, la relative incertitude – voire l'insécurité – de la navigation dans la mer de Chine du Sud signalent des risques d'incident grave et pourraient même jouer le rôle de détonateur. Il faudra bien alors se résoudre à la reconstitution des camps. Si ces situations dégénéraient, il serait sans doute facile de requalifier le raisonnement qui précède et qui a consisté à risquer une idée : une nouvelle forme de non-alignement se profilerait. Celle-ci permettrait, mieux que la

précédente, d'éloigner les affrontements, ce qui vaut mieux que de les laisser se développer par procuration comme au temps de la guerre froide.

Les clivages recréés par la crise ukrainienne font naturellement ressurgir les peurs de l'immédiat après-guerre. Des peurs que la guerre de Corée a justifiées : il s'agit du seul moment de l'histoire où, officiellement du moins, les troupes américaines et occidentales se sont retrouvées face à celles du « bloc socialiste ». Doit-on à ce paroxysme l'apparente sagesse et le pragmatisme qui animent les interlocuteurs asiatiques, toujours enclins à privilégier des intérêts domestiques très matériels ?

Une autre dynamique se manifeste sans doute lorsque, par-delà son appartenance historique à l'OTAN, la Turquie d'Erdogan oscille dans ses prises de position entre un engagement du côté russe en Syrie et un positionnement très complexe sur le sujet de la mer Noire dans le cadre de la guerre en Ukraine. Accusée, en mai 2022, de commercialiser du blé ukrainien « volé » par la Russie, la Turquie avait pourtant empêché cette dernière d'accéder à la mer Noire depuis la Méditerranée, en fermant les Détroits. Assurément, ces sujets n'ont pas le même impact pour Ankara, mais cette image d'« alliance en balançoire » caractérise peut-être le nouvel ordre du monde : celui qui s'impose à des puissances en devenir face à l'effacement d'un hégémon unique et incontestable et au pressentiment que, contrairement à ce qu'une lecture trop rapide d'Allison pourrait accréditer, la marche à franchir pour que la Chine puisse défier sérieusement les États-Unis reste encore trop haute.

À cet égard, le trouble de l'Europe dans sa relation complexe avec le protecteur américain et dans sa quête impossible d'une troisième voie pourrait bien s'inspirer de la

sagesse qui prévaut en Asie. En effet, les tiraillements entre la menace proche, l'intérêt matériel et l'attraction gravitationnelle (peut-être déclinante) qu'exercent les démocraties occidentales sur certains de leurs alliés naturels conduisent à un positionnement habile, parfois délicat, voire douloureux, mais qui parvient à préserver leurs identités. Et ce, souvent grâce à l'existence de vrais débats démocratiques en Corée, au Japon ou même à Taïwan. Tout cela a un prix. Mais, pour une Europe occidentale qui s'interroge sur l'analyse de cette recomposition des valeurs hégémoniques, leur valeur est sans doute supérieure à leur prix.

Moyen-Orient : la réinvention d'une diplomatie

YASMINE FAROUK

Professeure associée à la Faculté d'économie et de science politique de l'Université du Caire

« Simplement, je m'en fous » : telle fut la réponse du prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salman, quand un journaliste lui demanda si l'opinion du président américain comptait pour lui[1]. La saillie est intentionnellement provocante. Il s'agit d'envoyer un signal à la superpuissance américaine : celle-ci a perdu de son caractère incontournable pour le royaume, son partenaire stratégique de quatre-vingts ans. Rares sont les dirigeants de la région[2] à pouvoir se permettre d'être aussi explicites vis-à-vis des États-Unis, mais, dans l'ensemble, ils n'en pensent probablement pas moins que le prince héritier.

Washington n'est plus La Mecque vers laquelle ils se tournent pour déterminer leur politique étrangère. Qu'il

1. « Absolute Power », *The Atlantic*, 3 mars 2022.

2. Les pays arabes concernés par cette désignation dans ce chapitre sont les six pays membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe et l'Égypte.